

505 LH 246 / 8

55 38

(1938-39)

A

Nécessité d'une ferme et rapide  
Répression des infractions des  
transports routiers

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	11. 5.38		
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	30. 5.38		
Réponse de la S.N.C.F.	28. 6.38		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	3. 8.38		
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	2. 9.38		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	14. 9.38		
(s) C.D.	20. 6.39	29	IV 6°

QU. IV - Service commercial (6°)

Répression des infractions des  
transports routiers

(s) p. 29

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT .....

J'estime qu'il n'y a pas lieu de procéder à des abaisséments de tarifs pour combattre des concurrents qui ne sont pas en règle avec la coordination. La seule méthode est de prendre des sanctions contre ces transporteurs.

M. LE PRESIDENT. - Encore faut-il qu'elles soient prises.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Le danger serait que le projet de loi d'amnistie, actuellement en discussion devant le Parlement, soit étendu aux infractions en matière de coordination. Nous veillons à ce qu'il n'en soit pas ainsi; jusqu'à présent, nous pouvons poursuivre les délinquents, mais si la loi d'amnistie les visait expressément, nous n'aurions plus de moyen d'action.

M. LE BERNERAI. - Nous pouvons soumettre cette proposition telle quelle : lors de son examen par les Services du Contrôle, elle pourra être, le cas échéant, modifiée par voie de réserves.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Je reconnais d'ailleurs qu'il est difficile de réprimer les infractions commises par les transporteurs routiers.

M. LE BERNERAI. - La meilleure méthode consiste, à mon sens, comme nous l'avons déjà fait à plusieurs reprises, à porter l'affaire devant le Conseil Supérieur des Transports, dont l'intervention n'est pas négligeable pour faire donner plus d'efficacité à la politique des sanctions.



Le 14 septembre 1938

Par lettre du 2 septembre 1938, .....

.....

b) En matière de coordination; vous annoncez votre intention de recevoir les règlements, et votre volonté d'en assurer l'application effective. Mais vous excluez toute aggravation des charges imposées aux carburants.

Dans les propositions qu'elle a faites en juin dernier, la S.N.C.F. n'a pas demandé que les charges imposées aux carburants fussent accentuées; elle a seulement rappelé que l'oeuvre nécessaire de coordination devait consister à délimiter le champ d'action des divers modes de transport (y compris les transports privés), et à équilibrer les charges qui pèsent sur eux, mais elle s'est interdit de définir les méthodes propres à atteindre ce double objectif.

Par ailleurs nous enregistrons avec satisfaction votre décision de faire respecter les règlements concernant la circulation des automobiles et les textes sur la coordination actuellement en vigueur.

A maintes reprises nous avons signalé à votre département des infractions patentes et renouvelées aux prescriptions en vigueur concernant la coordination; il serait utile, pour stimuler l'activité du personnel qui concourt à la surveillance, du trafic, que nous soyons informés des mesures, voire des sanctions, qui ont été prises à la suite de nos lettres.

Nous appelons votre attention sur l'importance que présente l'application stricte des règlements relatifs à la police de la route, étant persuadés que, moyennant certains compléments à y apporter, ils constitueront un moyen efficace pour rendre respectivement au rail et à la route leurs rôles normaux.

.....

Le Président du Conseil d'Administration

signé GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics

Cabinet du Ministre

2 septembre 1938

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des chemins de fer français

Monsieur le Président,

.....

B) - J'accélère l'examen des plans de transport de voyageurs et j'ai donné aux Services des instructions afin que soit utilisé, en cas de difficulté, la procédure plus souple du décret du 19 janvier 1934 pour la fermeture de certaines lignes; il est d'ailleurs entendu que la S.N.C.F. doit faire, le cas échéant, de nouvelles propositions en vue de compléter les plans de transport en cours d'application.

C) - Je fais mettre à l'étude par mes Services :

- la révision des règles de coordination trop nombreuses, trop confuses, trop peu opérantes et plus particulièrement la coordination des transports de marchandises par fer et par route qui, il faut bien le reconnaître, reste à faire;

- les mesures d'exécution propres à assurer le respect des règlements concernant la circulation des automobiles et des textes sur la coordination actuellement en vigueur;

- la coordination des transports en commun des voyageurs dans la région parisienne : cette mesure que j'avais déjà étudiée, mais imparfaitement en 1926, se présente sous un double aspect; sa valeur de réalisation que permet d'évaluer le Board des Transports de Londres, se double d'une valeur d'exemplarité dans l'ensemble de la coordination des transports français. Un projet de cette sorte ne dépasse pas les

possibilités de l'heure, je crois pouvoir le démontrer.

.....

D) - Ces indications n'ont rien de limitatif. Je suis prêt à faire étudier par les Services toutes les modifications aux règlements que vous voudrez bien me proposer en plaçant ces études sous le signe de l'urgence.

/.....

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

signé : A. de MONZIE



.....

Paris, le 3 août 1938

D - 54122/9

Monsieur le Ministre,

Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Paris, le 28 Juin 1938

D 5410/11

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 30 Mai, vous avez bien voulu me demander de vous communiquer les éléments qui ont servi de base au voeu émis le 11 mai par le Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français, pour la répression des infractions aux règlements de coordination.

J'ai l'honneur de vous adresser un relevé des irrégularités signalées aux Préfets par les Services régionaux de la Société Nationale pendant les mois de février, mars et avril 1938. Ces listes sont déjà impressionnantes par leur longueur. Elles ne sont cependant qu'un pâle reflet de la réalité; car la circulaire ministérielle du 23 Novembre retirant le pouvoir de verbaliser aux assistants techniques désignés par les Réseaux, a enlevé à la Société Nationale ses meilleurs moyens d'investigation.

Tous nos services régionaux signalent la recrudescence de la concurrence routière, ils interviennent auprès des Préfets dès qu'ils sont en présence d'un cas concret; mais même dans ce cas, la répression est le plus souvent inefficace, car la sanction se réduit généralement à un simple avertissement. La Société Nationale se trouve ainsi amenée à défendre elle-même ses recettes en proposant des réductions de tarif sur les trafics les plus menacés.

Le Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer ne peut rester indifférent en présence d'une telle situation, à l'heure même où il étudie les mesures à prendre pour équilibrer le budget de la Société.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.



Il se permet donc d'insister très respectueusement auprès de vous, pour que les Pouvoirs Publics, en organisant sans retard la recherche et la répression des infractions, viennent l'aider dans la protection des recettes de la Société Nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon profond respect.

Le Président  
du Conseil d'Administration

Signé: Guinand

MINISTERE  
DES TRAVAUX PUBLICS  
-----

Paris le 30 Mai 1938

Direction générale  
des Chemins de fer  
et des Transports.  
-----

1er Bureau  
-----

LE MINISTRE

à Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL d'ADMINISTRATION de  
la SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER.

Par lettre en date du 13 Mai 1938, vous m'avez transmis un voeu émis par le Conseil d'Administration de la Société Nationale, dans sa séance du 11 Mai, relatif au développement de la concurrence routière au cours de ces derniers mois et tendant à ce que l'application des lois et règlements concernant la police de la route, la coordination des transports ferroviaires et routiers, ainsi que les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel de ces derniers soient très strictement contrôlées et que les infractions relevées en la matière fassent l'objet d'une répression rapide.

En vous accusant réception de cette communication, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me communiquer les éléments (avec chiffres et précisions nécessaires) qui ont servi de base au voeu du Conseil d'Administration.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Signé: FROSSARD

11 mai 1938

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans sa séance du 11 mai 1938, le Conseil d'Administration de la Société Nationale des chemins de fer français après avoir examiné de nouveau la situation très grave provoquée par le développement de la concurrence routière au cours de ces derniers mois, m'a chargé de vous transmettre le vœu suivant voté à l'unanimité des membres présents :

"Le Conseil d'Administration de la Société Nationale des chemins de fer émet le vœu que l'application des lois et règlements concernant la police de la route, la coordination des transports ferroviaires et routiers, ainsi que les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel de ces derniers soient très strictement contrôlées et que les infractions relevées en la matière fassent l'objet d'une répression rapide".

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration

signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics